

ENTRE RISQUES ET OPTIMISME !

Le réseau ROSACE observe depuis 18 ans les réalités des exploitations agricoles de la région Centre. Il met en évidence la prédominance de projets de plus en plus personnalisés. La volatilité des prix, confirmée à la hausse maintenant, s'accélère rendant aléatoire les stratégies de vente figées. Malgré une récolte 2010 satisfaisante en qualité et quantité et dans une conjoncture économique favorable, les agriculteurs demeurent dans l'inquiétude dans le contexte climatique 2011. Les stratégies de gestion des risques deviennent donc toujours un peu plus cruciales.

Une campagne 2010 positive mais des incertitudes persistantes

L'année 2010 a confirmé la tendance perturbée à laquelle sont soumises les exploitations année après année. Démarrée dans un contexte morose, la campagne de commercialisation de la récolte 2010 s'est poursuivie sur un marché des céréales nettement haussier qui a dépassé le pic de 2007-2008.

En fonction des systèmes, de l'état des trésoreries à la récolte 2010 et du niveau d'engagement avant récolte, les exploitations de grandes cultures ont pu plus ou moins bénéficier de cette hausse. Ainsi, les Excédents Bruts d'Exploitation sont supérieurs de 10% à 50% à la moyenne des cas-types correspondants en conjoncture 2010. Ces augmentations ont permis de masquer les effets de l'application du bilan de santé de la PAC dans les systèmes de grandes cultures. Ainsi, la dépendance aux paiements PAC est diminuée dans les résultats 2010. Le ratio paiements PAC/EBE varie ainsi de 50% à 80% en fonction des systèmes en 2010 contre 64% à 107% en 2009.

Ce contexte très favorable ne doit cependant pas masquer des possibles retournements de situation. La sécheresse du printemps 2011 va, au moment où cette note est rédigée, affecter les rendements. A l'inverse, elle devrait conduire à une tension des marchés mondiaux aux vues des évolutions dans les autres régions productrices (ex : sécheresse au sud et abondance de pluies au Nord des Etats Unis).

Enfin, les exploitations sont toujours soumises à des contraintes de plus en plus fortes qui obligent à raisonner sur des tendances de fond : reprise de l'augmentation des coûts de l'énergie, application du bilan de santé de la PAC et perspectives de la nouvelle réforme 2013, intégration des enjeux environnementaux...

Les orientations politiques récentes ont confirmé le retour de certaines cultures dans les assolements, le pois notamment. Avec 43 300 ha sur la campagne 2010 **et 38 600 ha en mai 2011** (données DRAAF-SRISE), le pois sans atteindre ses records historiques d'avant 1992, revient à un niveau intéressant (18 000 ha en 2009). Le lien à une aide conjoncturelle pose néanmoins question sur la pérennité de cette évolution. Le pois et les autres cultures de légumineuses sont cependant intéressantes à moyen terme pour les exploitations de grandes cultures : effet précédent sur blé, analyse dans un calcul de marge brute à la rotation et non pas à la culture, gestion du désherbage... L'intérêt des filières animales pour ces productions (autonomie alimentaire) pourrait aider à confirmer cette progression dans le cadre de la mise en place de la contractualisation.

Ces dernières années, les agriculteurs du réseau avaient positionné leurs **jachères** sur des parcelles peu productives, éloignées, gourmandes en temps de travail, proche d'un cours d'eau... ceci pour répondre à un souci d'optimisation de l'organisation technique et économique de l'exploitation. Les jachères sont ainsi intégrées dans le système d'exploitation et les surfaces remises en cultures sont assez marginales avec la suppression de l'obligation de jachère. Dans les zones de grande plaine, l'alternative à la jachère se retrouve dans des plantations de haies afin de répondre aux obligations d'intégration d'éléments topographiques.

Conseillers réalisateurs : Marc ROGER (Chambre d'agriculture du Cher) - Thomas PONSARD (Chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir) - Mathieu WULLENS (Chambre d'agriculture de l'Indre) - Emmanuel RETIF (Chambre d'agriculture du Loir-et-Cher) - Jean-Claude JULLIEN (Chambre d'agriculture du Loiret) - Alexandre DUMONTIER (Chambre régionale d'agriculture du Centre)



Une nécessaire réflexion sur la gestion des risques :

Le ralentissement de l'économie mondiale en 2010 a stabilisé le coût des intrants agricoles entre 2009 et 2010 après trois campagnes de hausse importante (+ 25 % entre 2006 et 2007 ; + 20 % entre 2007 et 2008 ; + 50 % entre 2008 et 2009) mais les stratégies d'achat demeurent très importantes. En effet, depuis la fin 2010, le rythme est à nouveau haussier. Cette augmentation, du carburant et des engrais essentiellement – le prix du pétrole a dépassé les 114,64 \$ baril, prix Brent mars 2011 -, incite à une utilisation plus ajustée. La fertilisation de fond sert de tampon pour gérer les trésoreries difficiles.

L'embellie 2010 n'a pas entraîné une augmentation importante des investissements dans les exploitations mais a contribué à améliorer la situation des trésoreries.

Faire évoluer le mode de production

Si certains agriculteurs sont à cours d'idées ou de moyens d'évolution, conséquences possibles d'un isolement dans la réflexion, d'autres en revanche renforcent leurs **orientations**. Parmi les plus courantes face aux difficultés : la mise en commun de moyens de production, l'agrandissement, le non labour, le stockage, la diversification des sources de revenu, la mise à disposition de terre pour des cultures de type oignons ou pomme de terre, la mise en place d'itinéraires culturaux moins consommateurs en intrants... Ce dernier point suppose de modifier le raisonnement économique et les pratiques agronomiques : dates de semis plus tardives des céréales d'hiver, allongement des rotations, insertion de nouvelles cultures (dont il faut trouver les débouchés), négociations commerciales collectives, désherbage mécanique... Les conditions économiques difficiles incitent des agriculteurs à réfléchir à ces nouvelles voies pionnières pour lesquelles des références commencent à être produites.

Les pratiques demeurent cependant encore peu implantées. Pour preuve, le développement des CIPAN qui sont mises en place pour répondre aux exigences réglementaires. Ces cultures peuvent pourtant présenter un intérêt agronomique pour les systèmes. Les agriculteurs manquent cependant de références pour optimiser cette pratique : semences et mélange, implantation, destruction...

On observe également une ouverture de quelques agriculteurs du réseau vers les techniques issues de l'agriculture intégrée voire biologique : variétés résistantes, semis tardifs, binage, utilisation de herbes étrilles...

En 2009-2010, dans un contexte économique défavorable, des agriculteurs ont choisi de passer en agriculture biologique afin de s'adapter et de donner pour certains un nouveau sens à leur métier. Les premières modélisations en grandes cultures biologiques montrent **des niveaux de**

La volatilité des prix de vente, nettement perceptible depuis 2006, incite les agriculteurs à une réflexion plus intense, à court terme pour atténuer les fluctuations et réguler le revenu, à moyen terme pour sécuriser le chiffre d'affaires. Les différentes formes de gestion des risques (contractualisation, recherche de niches de commercialisation, assurance récolte, assurance revenu, outils d'optimisation fiscale...) restent donc très importantes malgré un contexte favorable.

Stratégies de vente : sécuriser le revenu

La commercialisation est devenue une composante forte du métier d'agriculteur mais il faut décider en l'absence de repères stables. Néanmoins, plusieurs éléments convergents sont observés chez les agriculteurs du réseau avec des perturbations liées au contexte actuel :

- ▶ l'importance du stockage à la ferme pour une meilleure liberté de choix sur les dates, la gestion de lots homogènes et la souplesse des livraisons pour les engagements
- ▶ le suivi du marché et de la "planète Céréales" sur Internet et une attention particulière accordée aux informations directes en provenance des OS.
- ▶ les contrats à terme via les organismes stockeurs avec un choix assez personnel sur ce que chacun peut engager : le pourcentage de récolte engagée est variable et on observe l'émergence de contrats pluriannuels. Au printemps, certains agriculteurs ont engagé des parts non négligeables de leur future récolte 2011. Les contrats indexés sur le MATIF leur ont paru particulièrement intéressants et couvrir le risque. Les aléas climatiques sont cependant importants et pourraient annuler les effets positifs attendus de ces stratégies en cas d'engagements trop importants.
- ▶ l'importance accordée à la sécurité de paiement.
- ▶ la définition d'un seuil de déclenchement de la vente reposant à la fois sur les prix de vente des campagnes précédentes, sur une espérance de prix atteignable, sur des regrets de précédentes opérations, sur des sollicitations ou pressions commerciales mais beaucoup plus rarement sur la référence à son coût de production au quintal. A titre indicatif, dans les cas-types ROSACE, le coût de production du blé après rémunération du travail varie en conventionnel de 17,3 à 23,5 euros/quintal selon les systèmes et le seuil de commercialisation du blé en conventionnel, primes déduites, de 13,1 à 20,1 euros/ql. Ces différences importantes illustrent la diversité des systèmes et des stratégies mais aussi la nécessité de calculer ces repères pour l'élaboration de sa stratégie de vente.
- ▶ la vente en circuit court quand c'est possible

En lien avec ces éléments, on observe plusieurs façons de faire :

- ▶ vente traditionnelle, de la récolte à l'hiver, sur des volumes, une qualité et des prix de revient connus, avec un prix ferme ou acompte et complément de prix
- ▶ engagement dominant avant récolte sur contrat, avec pour objectif d'assurer un prix *de campagne avant récolte*
- ▶ panachage des précédentes formules, avec un engagement variable et progressif

rentabilité comparables entre exploitations conventionnelles et biologiques en rythme de croisière. Le choix de la bio implique une technicité accrue et une maîtrise agronomique de la rotation. **Cette rentabilité est également possible** si l'on accepte de perdre en rendement potentiel, le contexte des marchés bios et les gains en charges opérationnelles permettant aujourd'hui de l'atteindre.